

160 récipiendaires de fonds de recherche de l'Union européenne appellent à exclure des programmes de l'UE les universités israéliennes complices

22 juillet 2021

Par European Coordination of Committees and Associations for Palestine (ECCP)

160 universitaires, récipiendaires passés et actuels de prestigieux financements de recherche de l'Union européenne, exhortent l'UE à exclure de ses financements et de ses programmes de recherche toutes les institutions universitaires israéliennes complices des graves violations du droit international et des droits humains palestiniens.

eu.jpg

160 universitaires, récipiendaires passés et actuels de prestigieux financements de recherche de l'Union européenne, exhortent l'UE à exclure de ses financements et de ses programmes de recherche toutes les institutions universitaires israéliennes complices des graves violations du droit international et des droits humains palestiniens.

Les signataires louent l'interdiction actuelle de l'UE de financer des entités coloniales israéliennes illégales, mais lancent un appel à ce que la complicité soit le facteur déterminant pour l'exclusion plutôt que la seule localisation géographique.

La lettre presse l'UE à garantir par des mesures effectives

que soit réalisé son mandat à engendrer une connaissance équitable, responsable et inclusive.

L'initiative fait partie d'un mouvement global croissant des universitaires se dressant contre la complicité avec les institutions universitaires israéliennes et pour les droits palestiniens.

160 universitaires de 21 pays pressent l'UE d'exclure de ses programmes de recherche subventionnés par ses contribuables toutes les institutions universitaires israéliennes qui sont complices des graves violations du droit international et des droits humains palestiniens par Israël. Ces universitaires sont les lauréats passés et actuels de quelques-uns des plus prestigieux programmes de subvention de la recherche dans l'Union européenne, comme ceux du Conseil de la recherche européenne (ERC) ou les bourses Marie Skłodowska Curie.

Ceci marque la première initiative internationale de récipiendaires de fonds de l'UE appelant les institutions de l'UE à mettre fin au financement des institutions universitaires israéliennes jusqu'à ce que celles-ci cessent leur complicité systématique et largement documentée dans les violations par Israël des droits humains palestiniens et du droit international.

La lettre a été lancée après l'escalade récente de violence par Israël contre des Palestiniens à Jérusalem, à Gaza, dans le reste du territoire palestinien occupé et dans l'Israël actuel. Les signataires reconnaissent que le dernier round de violence d'Israël fait partie de sa « campagne de plusieurs décennies de répression » contre les « Palestiniens qui sont un peuple occupé et sans état sous un régime de colonialisme d'occupation et d'apartheid ».

Les universitaires louent la politique actuelle de l'UE, laquelle, en concordance avec le mandat de l'UE d'engendrer une connaissance scientifique équitable, responsable et inclusive, interdit l'allocation de fonds de recherche aux

entités israéliennes situées dans le Territoire palestinien occupé (TPO) ou à des recherches qui y sont menées. La Commission de l'UE a récemment réitéré le fait que les activités de recherche et d'innovation subventionnées par l'UE doivent respecter des principes éthiques et être conformes au droit international, même si cela n'a pas été le cas à plusieurs occasions.

Les signataires, cependant, pressent l'UE d'étendre « l'interdiction des fonds de recherche européens aux institutions israéliennes complices des violations des droits humains palestiniens par Israël, indépendamment de l'endroit où elles sont situées ».

Les signataires notent de plus « la relation entre les institutions universitaires israéliennes et les pratiques systématiques de colonialisme d'occupation de l'état, et les crimes d'apartheid et de persécution », et en fournissent des preuves.

La lettre souligne « le consensus émergent parmi quelques-unes des organisations les plus importantes des droits humains », y compris Human Rights Watch et l'organisation israélienne de défense des droits humains B'Tselem, que les violations et les crimes de guerre (y compris le crime d'apartheid) perpétrés par Israël font partie d'un régime unique du Jourdain à la Méditerranée.

Les signataires pressent l'UE d'exercer son « influence et de garantir que la relation avec les institutions universitaires d'Israël soit basée sur le respect du droit international et les droits humains ».

Ils appellent l'UE à « amender les directives de Horizon 2020 sur la participation des entités israéliennes pour exclure de Horizon 2020, de Horizon Europe et de tous les programmes-cadres de recherche de l'UE toutes les institutions universitaires israéliennes qui sont complices des graves violations par Israël du droit international, jusqu'à ce qu'elles respectent le droit international et les droits

humains et cessent leur collaboration et leur complicité systématique avec le régime d'occupation militaire, de colonialisme d'occupation et d'apartheid d'Israël ».

L'initiative fait partie d'un mouvement global croissant d'universitaires se dressant contre la complicité avec les institutions universitaires israéliennes et solidaires des droits palestiniens. Dans les semaines récentes, près de 350 départements universitaires, programmes, syndicats et associations et plus de 23000 enseignants universitaires, personnel et étudiants ont approuvé des déclarations en soutien des droits palestiniens, la plupart s'engageant ou appelant à des mesures de reddition de comptes pour mettre fin à la complicité des violations des droits palestiniens par Israël.

Trad. CG pour BDS France

Source: BDS Movement